CONSOLAT D. T. HOUNTIN KIKI

Le Financement agricole en Afrique



| Comprendre pour mieux agir

Repenser le risque, le temps et la valeur pour transformer le financement des filières agricoles africaines



Éditions Cesames

EXTRAIT GRATUIT

Le Financement agricole en Afrique : comprendre pour mieux agir

Consolat D. T. Hountin Kiki

Les Éditions Césames

Cet extrait reproduit le chapitre introductif de l'ouvrage. Le livre complet compte dix chapitres, six études de cas africains, une fiche pratique par chapitre et un glossaire.

Livre complet disponible sur financeagricole.com

CHAPITRE INTRODUCTIF : POURQUOI UN LIVRE SUR LA FINANCE AGRICOLE ?

Imaginez une Afrique où chaque jeune agriculteur peut emprunter pour installer un système d'irrigation, développer son exploitation, et vendre sur des marchés internationaux.

Imaginez une agriculture qui nourrit ses populations tout en permettant à l'agriculteur de bien vivre.

Ce rêve, je le nourris, et il est réalisable. Pourtant, aujourd'hui, l'agriculture africaine, et particulièrement au Bénin, manque cruellement d'un ingrédient essentiel : le financement.

- Pourquoi est-il crucial de s'intéresser à la finance agricole ?
- Et en quoi le comprendre peut changer le destin économique de tout un continent ?

C'est ce que nous allons découvrir.

1. Le secteur agricole est très important, en particulier dans les pays en voie de développement

Le secteur agricole représente, comme tout le monde s'accorde à le reconnaître, une part significative de l'économie mondiale. Selon la Banque mondiale, environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) mondial provient de l'agriculture, et ce secteur emploie environ 26 % de la population active mondiale (OIT[1], 2023), avec des concentrations élevées dans les régions subsahariennes (BCEAO[2], 2016). L'agriculture est alors non seulement un moteur de la production alimentaire, mais elle soutient également l'industrie, la santé publique, et contribue à la diversification des économies (World Bank, 2020).

Des éléments probants recueillis dans plusieurs pays montrent aussi que la croissance du PIB issue de l'agriculture est au moins deux fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance hors agriculture, avec 3,5 fois pour la Chine et 2,7 fois pour l'Amérique latine d'après le World

Development Report 2008 de la Banque mondiale. Autrement dit, lorsque la richesse créée par le secteur agricole augmente, la pauvreté diminue beaucoup plus que quand cette richesse est créée dans les autres secteurs. Cela prouve donc que pour réduire plus efficacement la pauvreté au sein d'une nation, il est plus que judicieux de mettre plus d'efforts dans le développement du secteur agricole.

D'après les prévisions des Nations Unies, la population mondiale devrait atteindre 9,7 milliards d'ici 2050, ce qui accentuerait encore la pression sur la production agricole pour répondre aux besoins alimentaires (FAO, 2021). L'agriculture, par conséquent, devient un secteur clé pour assurer la durabilité des sociétés humaines.

En outre, elle joue un rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles. Les pratiques agricoles durables sont nécessaires pour la gestion des sols, de l'eau et de la biodiversité. Le secteur est au cœur de la lutte contre le changement climatique, en raison de son influence sur les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de sa capacité à être une solution par la séquestration du carbone dans les sols agricoles (IPCC, 2019).

« ... l'agriculture est secteur stratégique dans le monde entier, quel que soit le pays. Même en théorie, les agro-centristes (Kuznets, Ojala, ...) et les industrio-centristes (List, Kautsky, ...) lui accordent tous une importance incontournable, sauf qu'elle est le secteur moteur dans un cas, et le secteur mû dans l'autre. La transition agricole est fortement corrélée à la croissance économique d'ensemble dans tous les pays du monde. » Dr Ir. Emile N. Houngbo[3].

Développer l'agriculture, c'est donc réduire massivement la pauvreté, créer de l'emploi et assurer la sécurité alimentaire.

2. La finance est importante pour tous les secteurs

La deuxième raison expliquant l'intérêt de la finance agricole est que la finance en elle-même est indispensable dans tous les secteurs.

On peut définir la finance comme étant l'ensemble des mécanismes et des institutions qui apportent à l'économie les capitaux dont elle a besoin pour fonctionner. C'est le carburant qui permet aux projets de démarrer, de croître, de se transformer.

La finance consiste donc à :

- S'assurer que les décisions prises vont engendrer des plus-values
- Mettre en place un plan financier prévisionnel
- Faciliter la mise en place des décisions

Actuellement, on peut distinguer la finance dans plusieurs domaines distincts :

- La finance institutionnelle
- La finance internationale
- La finance publique
- La finance personnelle
- La finance agricole
- La finance rurale, etc.

De plus la finance contribue au développement économique de quatre manières différentes[4] :

- en mettant en commun l'épargne par le biais de la diversification et de la gestion des risques ;
- en facilitant l'échange de biens et de services grâce à la réduction des coûts de transaction ;
- en améliorant la répartition du capital grâce à la production d'informations ex ante[5] sur les opportunités d'investissement ;
- en augmentant la propension des investisseurs à financer de nouveaux projets par le biais de contrôles ex post[6] et d'une gouvernance d'entreprise.

Autrement dit, sans finance :

- Pas d'achat de machines,

- Pas d'investissements dans des cultures de qualité,
- Pas d'assurance contre les risques climatiques, etc.

3. La majorité des agriculteurs africains ont malheureusement très peu accès au financement agricole

Pour une grande partie du milliard de personnes vivant dans la pauvreté la plus absolue, la croissance économique basée essentiellement sur l'agriculture et sur les activités rurales non agricoles est essentielle pour améliorer leurs moyens d'existence. La majorité des pauvres vivent en milieu rural. Pour atténuer la pauvreté et la faim, il est alors essentiel de promouvoir l'essor de l'agriculture dans les zones rurales et de fournir aux ruraux un meilleur accès à la terre, à l'eau, au crédit, à la santé et à l'éducation.

Le rôle confirmé des institutions financières dans le développement économique, par le levier que représente l'intermédiation financière[7], rend naturel l'intérêt croissant à étendre l'accès à de tels services aux zones les plus défavorisées des pays en développement : les zones rurales.

Les petits producteurs sont en effet confrontés à des contraintes particulièrement fortes en matière d'accès aux services financiers les plus importants.

Dans la zone UEMOA par exemple, pendant que l'agriculture contribue pour environ 30 % du PIB des pays de la zone et regroupe 79 % de la population active, elle ne reçoit qu'environ 6 % du total du crédit de court terme, 4 % des crédits moyen terme et 2 % des crédits octroyés à long terme en moyenne. Dans la zone d'enquête d'une étude commanditée par le ROPPA[8] en 2018 (Nigeria, Burkina Faso, Bénin, Togo et Côte d'Ivoire), les banques du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Bénin sont les plus présentes dans le financement de l'agriculture, mais avec seulement une part des octrois aux chaînes de valeur agricoles comprise entre 3,5 % et 6 % (ROPPA et al., 2018).

Au Bénin, en Afrique de l'Ouest, par exemple, seuls 6,9 % des exploitations agricoles ont accès au crédit agricole selon le dernier Recensement National de l'Agriculture réalisé dans le pays[9].

Ce faible taux d'accès confirme aisément qu'il existe un gap important dans l'accès des agriculteurs au financement qu'il faudra combler. Il en ressort donc clairement que l'agriculture reçoit très peu d'investissement et donc ne peut être compétitive au point de relever les défis qui sont les siens.

4. Les défis du développement agricole sont exacerbés par l'insuffisance de financements adaptés

Les défis posés par le développement agricole sont nombreux et complexes, à commencer par celui de la sécurité alimentaire, qui constitue un enjeu fondamental.

En première ligne de ces défis, on retrouve d'importants risques systémiques, d'ordre environnemental (sécheresse, inondations et épidémies) ou commercial (la volatilité des prix, les politiques et pratiques commerciales affectant les exportations et la distribution).

Le manque d'infrastructures appropriées dans les zones rurales, les conditions socioéconomiques au niveau des exploitations agricoles familiales, le manque d'accès aux intrants dont les producteurs ont besoin, le déficit de connaissances, notamment en matière de littératie financière[10], et le manque de données constituent autant d'autres enjeux primordiaux.

Dernier point, mais non le moindre : la croissance du secteur agricole des pays en développement semble entravée par les subventions agricoles en vigueur dans les pays développés, qui réduisent les cours mondiaux[11] et les revenus des producteurs africains.

L'accès aux services financiers pour tous les producteurs ou entreprises agricoles est ainsi essentiel pour exploiter le potentiel agricole de l'Afrique et pour financer la croissance du secteur.

Par ailleurs, plusieurs études scientifiques réalisées au Bénin ont prouvé concrètement qu'un meilleur accès au crédit agricole contribue à une

croissance du niveau d'investissement et de la productivité (Yabi, 2010 ; Sossou et al. 2017 ; Ollabodé et al. 2017), susceptible d'augmenter de manière significative la rentabilité de la production agricole. En effet, grâce au crédit agricole les agriculteurs arrivent à accéder à de meilleures semences gages de meilleurs rendements. De même, ils utilisent le crédit pour l'achat de l'engrais, des pesticides, et des herbicides afin d'améliorer l'efficacité de leurs unités de production (Sossou et al., 2017).

FICHE PRATIQUE DE FIN DE CHAPITRE

Ce qu'il faut retenir

- L'agriculture est stratégique pour lutter contre la pauvreté en Afrique.
- Le financement agricole est indispensable pour moderniser le secteur.
- Les agriculteurs africains restent largement exclus du crédit formel.
- Un meilleur accès au financement = une révolution économique rurale.

Application immédiate : question d'auto-évaluation

Si vous étiez ministre de l'Agriculture, quel serait votre premier chantier pour améliorer l'accès au financement des agriculteurs ?

À méditer

« Donner accès au financement agricole, c'est libérer l'énergie la plus puissante du continent africain. »

Notes

1. Estimations modélisées de l'OIT reprises par la Banque mondiale.

2. Rapport de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest de 2016 cité par ROPPA et al. (2018).

3. Commentaire du Dr Ir. Emile N. Houngbo, Directeur de l'École d'Agrobusiness et de Politiques Agricoles de l'Université Nationale d'Agriculture du Bénin, publié le 04/04/2018 sur le site du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN).

4. D'après les propositions de Levine (2005).

5. Ex ante : expression latine signifiant « avant l'événement ».

6. Ex post : « après l'événement ».

7. L'intermédiation financière est le processus par lequel des institutions financières, comme les banques, servent d'intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs.

8. Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest.

9. Tiré du rapport national de l'agriculture 2022 mis en ligne par la Direction des Statistiques Agricoles.

10. Littératie financière : capacité à comprendre et bien gérer son argent.

11. Les cours mondiaux sont les prix internationaux des matières premières, fixés sur les grands marchés mondiaux.

Envie de lire la suite ?

Dix chapitres pour comprendre pourquoi le financement agricole bloque en Afrique, et comment agir : sources et instruments de financement, diagnostic des blocages, sept pistes de solution et six études de cas africains qui fonctionnent.

Ebook disponible sur financeagricole.com